

Entretien avec Béatrice Touchelay

par Jean-Luc Metzger pour le RT 30



Béatrice Touchelay est professeure d'histoire contemporaine à l'Université de Lille. Elle nous a accordé un entretien, en mai 2012, dont nous restituons les principaux moments. Les propos de l'auteur soulignent l'intérêt des recherches (donc des objets de recherche, mais aussi des chercheurs) situées dans un *no man's land*, un entre-deux, un espace n'appartenant pas clairement à une discipline en particulier et où peu se sont jusqu'ici aventurés avec succès.

Si le champ académique peine à prendre en considération de tels travaux, « hors champ », la sociologie de la gestion se reconnaîtra dans les réflexions distanciées que l'auteur porte, non seulement sur la genèse des dispositifs de quantification et la généalogie des institutions qui les ont produits, mais également – et surtout – sur les cadres sociopolitiques qui leur sont associés, tant du point de vue de l'intention des décideurs que des croyances plus générales liées à la transparence du social (le nombre pouvant apparaître comme un moyen d'objectiver les inégalités).

L'histoire de la statistique nationale éclaire également la question des effets supposés de la quantification : en rappelant que la recherche de transparence, liée au projet de décrire l'économie nationale, pouvait être mise au service de la démocratie – même si cet objectif a passablement été dénaturé –, le témoignage et les recherches de B. Touchelay montrent que « les chiffres », en particulier les indicateurs macroéconomiques, n'orientent pas l'action selon un quelconque effet performatif. Au contraire, il convient – encore une fois – de rappeler que les chiffres sont d'abord le résultat de l'application de formules de calcul, formules établies par des collectifs d'acteurs politiques, économiques et d'experts techniques. Et ces collectifs visent avant tout un projet de société : c'est au service de ce projet qu'ils conçoivent, mettent en œuvre, améliorent des dispositifs de comptage dont l'usage et l'interprétation des résultats peuvent ensuite être conformes ou non à leur projet. De plus – et ce point est essentiel –, les différentes étapes du processus qui sépare la formulation d'une volonté de quantifier/compter de l'interprétation médiatisée des statistiques, ces différentes étapes vont faire l'objet d'âpres luttes où les rapports de domination s'expriment de façon plus ou moins feutrée.

Histoire de la statistique, histoire des institutions qui la produisent

J.L.M. : Avant de présenter les principaux résultats de vos recherches récentes, pourriez-vous nous présenter votre parcours intellectuel ? Quelles étapes vous ont conduite à vous intéresser à l'histoire de la normalisation comptable et à ses rapports avec l'État ? Même s'il y a forcément une part de rationalisation a posteriori, quels événements, quelles personnes vous ont-elles particulièrement marquée ?

Béatrice Touchelay : J'ai une formation en histoire et en économie, à Paris 1. Ce double cursus m'a ouvert tout de suite à la pluridisciplinarité et m'a préparée à m'intéresser aux chiffres. Toutefois, le regard que je porte sur ces chiffres a sans doute été orienté par la manière dont Alfred Sauvy enseignait l'histoire économique de l'entre-deux-guerres. J'avais été frappée par la permanence de ses critiques à l'encontre des chiffres qu'il utilisait et qu'il avait contribué lui-même à produire, puisque c'était un statisticien de la Statistique Générale, l'ancêtre de l'INSEE¹. Cette ambiguïté-là – on a besoin des chiffres, mais on les critique, on les juge tous

¹ Alfred Sauvy (1898-1990), polytechnicien, entré en 1922 à la Statistique Générale de la France, il est à la fois démographe et économiste. Directeur de l'INED (1945-1962), puis professeur au Collège de France, il a publié de nombreux ouvrages. Béatrice Touchelay fait ici référence à *Histoire économique de la France entre les deux guerres*, ouvrage publié en 3 volumes en 1965. (la

plus ou moins faux – m’a assez vite intéressée. J’ai alors entrepris une maîtrise sur les bulletins spéciaux de la Statistique Générale de la France, sous la direction de Jean Bouvier². Et Bouvier m’avait dit que c’était un sujet vraiment atypique, qui n’intéresse que peu de monde, encore plus en histoire, parce qu’en histoire, vous parlez de chiffres et les gens partent un petit peu en courant...

Cela ne m’a pas découragée, j’ai continué dans cette voie, avec un DEA sur les études de conjoncture de l’Insee et après, j’ai fait une thèse sur l’Insee, de ses origines à 1961, en insistant sur la période de la Seconde Guerre mondiale et de la reconstruction, où se situent les origines de l’Insee. Ces premières recherches m’ont permis de rencontrer des praticiens du chiffre : j’ai fait pas mal d’entretiens, d’interviews de fonctionnaires de l’Insee et d’inspecteurs généraux qui étaient très bienveillants. J’en ai tiré une thèse monographique, qui a eu l’avantage, avant et après la soutenance, de m’ouvrir à ce monde-là, celui de l’Insee.

J’ai continué, plus tard, à travailler sur l’histoire de la statistique, en particulier, j’ai participé à une étude sur la statistique pendant l’occupation, étude commanditée par Jean-Claude Milleron³, directeur de l’Insee au moment de l’affaire du fichier Tulard, le fichier juif retrouvé à la Préfecture de police de Paris⁴. Du coup, toutes les administrations se sont senties concernées par cette question du fichier juif.

J-L. M. : Et c’est un fichier papier ?

Béatrice Touchelay : C’est un fichier papier, nominatif avec les adresses des personnes⁵. Beaucoup de fichiers concernant les personnes et les biens ont été établis sous Vichy. Certains étaient tenus par les préfetures, d’autres par des services spécialisés. Et la question du directeur général de l’Insee, à ce moment-là, était de savoir évidemment, si l’Insee avait ou non – enfin, l’ancêtre de l’Insee, c’était le Service National de la Statistique - avait ou non participé à cette entreprise de fichage mise au service de la politique antisémite et xénophobe de Vichy. Or, le Service National de la Statistique (SNS) a été initialement créé pendant l’Occupation pour pallier la suppression des bureaux de recrutement de l’Armée, prévue dans la convention d’armistice. Dans l’esprit de René Carmille, le fondateur du SNS, il s’agissait de conserver des capacités de mobilisation et de les tenir à jour pour servir à une éventuelle reprise des combats. Tous les équipements mécanographiques de cette institution avaient pour but de recenser les noms, les adresses, les actualiser... Si de tels équipements peuvent servir à une mobilisation clandestine, ils peuvent aussi bien sûr servir à d’autres fins... Du coup, le directeur général de l’Insee a fait appel à Jean-Pierre Azéma, professeur d’histoire, spécialiste de la Seconde guerre mondiale à Science Po et à Raymond Lévy-Bruhl, inspecteur général et ancien secrétaire général de

plupart des renseignements figurant en note de bas de page proviennent de l’Encyclopédie en ligne Wikipédia).

2 Jean Bouvier (1920-1987) est un historien français. Il a été professeur à l’École pratique des hautes études et aux universités de Vincennes et de la Sorbonne. En 1974, il créa avec Maurice Lévy-Leboyer le DEA d’histoire économique. Ses recherches ont porté principalement sur l’économie et particulièrement sur la banque. Il s’est toujours efforcé de fonder ses travaux sur une analyse critique des observations statistiques.

3 Jean-Claude Milleron, né en 1937, est polytechnicien, diplômé de l’ENSAE et a dirigé l’INSEE de 1987 à 1992.

4 L’affaire du « fichier Tulard » tient son nom d’André Tulard, haut fonctionnaire de la préfecture de police de Paris, sous le régime de Vichy. Il est reproché à A. Tulard d’avoir élaboré le « fichier juif », utilisé pour la rafle du Vélodrome d’Hiver des 16 et 17 juillet 1942. Ce fichier recensait près de 150 000 personnes. Sous la Troisième République, André Tulard avait déjà réalisé un premier fichier pour la Préfecture de police de Paris qui recensait les « communistes ». Voir Maurice Rajsfus, *La police de Vichy – Les forces de l’ordre françaises au service de la Gestapo, 1940/1944*, Paris, Le Cherche Midi éditeurs, 1995.

5 Selon le site de la Ligue des droits de l’homme, la question du fichier des Juifs d’octobre 1940 est définitivement tranchée. En effet, dans son ouvrage, *L’antisémitisme de bureau. Enquête au cœur de la préfecture de police de Paris et du commissariat général aux Questions juives (1940-1944)*, publié en 2011 (Grasset), l’historien Laurent Joly montre que « le fichier – ou plutôt les fichiers – découverts par Klarsfeld étaient bien issus du fichier Tulard ».

l'Insee, fin connaisseur de l'institution, qui y est entré en 1945⁶.

Ils m'ont ensuite intégrée à ce comité, je les ai aidés à poursuivre les recherches qu'ils avaient commencées depuis deux, trois ans. On a sorti un petit rapport qui est évidemment très insatisfaisant, parce qu'il aurait fallu aller beaucoup plus loin dans les archives, mais qui a eu comme énorme avantage d'obliger à ouvrir les placards de l'Insee. Parce que je me suis rendu compte que, dans les armoires de l'Insee, à la direction générale porte de Vanves, ils avaient gardé un certain nombre de dossiers, un nombre certain de dossiers, de lettres, etc., datant de la période de la Seconde Guerre mondiale et de la Reconstruction. Le rapport n'a pas été publié, il est resté à l'Insee⁷. Il a suscité des inondations d'injures, de la part, évidemment, des enfants de ceux qui avaient créé le service et qui reprochaient au rapport de ne pas avoir suffisamment souligné la réalité de l'engagement de leurs parents en faveur de la Résistance ... c'est classique. Mais le principal intérêt de cette étude, c'est que les archives qui restaient ont été versées au centre des archives du ministère de l'Économie et des Finances, à Savigny-le-Temple, où se trouvent toutes les archives de l'Insee.

Autre avantage : notre recherche a un petit peu éclairé cette période de l'histoire de l'Insee, d'autant plus importante pour l'institution elle-même que le directeur général du Service National de la Statistique est mort en déportation à Dachau, le 25 janvier 1945⁸. Par contre, l'inconvénient, c'est que ça a un petit peu refermé l'Insee à une approche historique.

J-L. M. : Parce qu'elle a été abordée sous un angle un peu polémique ?

Béatrice Touchelay : Voilà, parce que ça a été polémique, l'initiative du directeur général de l'Insee n'a pas été prolongée ni reconduite. Depuis peut-être quatre, cinq ans, un Comité du patrimoine de l'Insee a été créé pour des raisons très pratiques, c'est-à-dire qu'une grande partie des secrétaires vont partir en retraite, c'est imminent. Du coup, comme ils ont énormément de machines, une bibliothèque richissime, ça leur faisait mal au cœur de voir que la mémoire de l'Insee disparaissait. Donc, ils ont réutilisé aussi mon travail pour faire un certain nombre de choses. Alain Desrosières, aussi, à l'Insee, a travaillé sur l'histoire de la statistique au sens histoire du chiffre, histoire du nombre et puis aussi, histoire de l'institution⁹. Il s'est intéressé pas mal à Sauvy... Plus généralement, au sein de la Société française de statistiques, il y a un petit groupe avec Michel Armatte¹⁰, Alain Desrosières, Emmanuel Didier¹¹ : on est tous surchargés, mais on essaye quand même de faire des choses...

Pour en revenir à mon parcours, c'est toujours dur, je trouve, d'atterrir, quand on a fait une thèse et qu'on a une trentaine d'années et que, parallèlement, on a un poste en fac... Comme dans ma thèse, je m'étais arrêtée

6 Pour une courte biographie de R. Levy-Bruhl, voir Alain Desrosières et Béatrice Touchelay, « Raymond Lévy-Bruhl (1922-2008) : un statisticien innovateur et un serviteur de l'État ! », *Courrier des statistiques*, n° 124, mai-octobre 2008. On y apprend, notamment, que R. Levy-Bruhl est le petit-fils de Lucien Levy-Bruhl (1857-1939), l'un des fondateurs de l'anthropologie française et collaborateur de Durkheim.

7 Les références de ce rapport : Azema J.-P., Levy-Bruhl R., Touchelay B., 1998, *Rapport de la Mission d'analyse historique sur le système statistique français de 1940 à 1945*, Insee.

8 Il s'agit de René Carmille (1886-1945), polytechnicien, directeur du Service National de la Statistique, de 1941 à 1945, déporté à Dachau en juillet 1944.

9 Alain Desrosières, polytechnicien, diplômé de l'ENSAE, est un spécialiste de l'histoire de la statistique. Il est, notamment, l'auteur de *La politique des grands nombres : histoire de la raison statistique*, La Découverte, 1993 et *Pour une sociologie historique de la quantification*, Presses des Mines, 2008.

10 Parmi les travaux de Michel Armatte les plus susceptibles d'intéresser la sociologie de la gestion, citons, *La science économique comme ingénierie. Quantification et modélisation*, Paris, Presses des Mines, 2010, 345 p.

11 Emmanuel Didier est sociologue, chercheur au CNRS, auteur d'une thèse sur les sondages et de l'histoire des sondages aux États-Unis. Il a bien connu Raymond Lévy Bruhl, qui était lui-même l'introducteur des sondages à l'Insee.

en 61 – c’est vraiment dommage –, j’aurais pu prolonger au-delà, aborder d’autres aspects comme le rôle de la statistique dans l’histoire de la planification, dans l’économie, et puis, l’impact de la création de l’Union Européenne, le développement de l’information économique. Bref, il faudrait dix vies...

J-L. M. : *On pourrait revenir sur votre thèse. Quand vous dites : « j’ai fait ma thèse, histoire du chiffre jusqu’en 1961, mais essentiellement sous forme de monographie », quand même, ce n’est pas une pure description du matériel des archives...*

Béatrice Touchelay : Non, non, non.

J-L. M. : *Pourriez-vous alors nous présenter certains des éléments structurants que vous avez dégagés ?*

Béatrice Touchelay : Oui. Il y a des choses très importantes. Il y en a trois que je vois, là, tout de suite.

☞ **La première**, c’est qu’on est quand même dans une fable sur la reconstruction. C’est-à-dire qu’on décrit le personnel, les administrations, les institutions, la planification, etc., qui sont engagés dans la reconstruction comme un corps homogène. En réalité, en faisant l’histoire de l’Insee, je me suis rendu compte qu’il y avait vraiment un antagonisme très, très fort, et une **opposition, une hiérarchie extrêmement importante entre les directions des Finances et du Trésor**¹² : aux finances, là, c’est le *summum*, ils dirigent tout, ils tirent les cordons de la bourse, dans tous les sens du terme, etc. Cette guerre entre services est, par exemple, l’un des motifs de l’échec du projet de Pierre Mendes France de créer un grand ministère de l’Économie nationale. Il y a un antagonisme tel à l’intérieur même de ce qui pourrait constituer ce ministère de l’Économie nationale que cette création n’est pas possible. À l’origine de l’antagonisme, on a **plusieurs corps de fonctionnaires qui s’affrontent, et on voit que la création de l’ENA n’y fait rien**. Cet antagonisme-là existe, persiste, comme s’il y avait, du côté économique au sens très large, une incapacité à s’unir, à s’harmoniser. Un monde sépare l’Économie des Finances. Des générations entières ont été formées dans cet état d’esprit... La chance qu’il y a eu, du côté des Finances, à mon avis, en particulier au Trésor, c’est d’avoir des personnalités comme Claude Gruson¹³. Il a réussi à impliquer des gens, justement, qui n’étaient pas marqués par ces antagonismes, il s’est entouré de gens qui étaient plutôt des communistes, un peu mis au banc..., enfin, qui n’étaient pas des hauts fonctionnaires. Donc, le travail de thèse m’a appris que **la fonction publique n’était pas du tout homogène et que cette hétérogénéité pouvait avoir des conséquences absolument redoutables**.

Dans ce contexte, l’Insee était vraiment considéré comme un organisme technique et du coup, était extrêmement mal vu : concrètement, il n’avait pas de budget et, pour faire un recensement démographique, il fallait négocier, essayer de s’accrocher pour obtenir l’autorisation politique et budgétaire. Rien n’était acquis.

☞ **Le deuxième résultat** vraiment important, c’est qu’il y a **une génération de sociologues qui, juste après la guerre, s’engagent** à l’Insee. Il y a aussi des chercheurs comme Lévy-Bruhl que j’ai un peu connu et beaucoup interviewé. Ils sont bien différents de ceux qui, jusqu’en 1939 ou 1938, rentraient à la Statistique Générale de la France. Ils ont vraiment une vision..., ils veulent décrire la société française. Ce qui les intéresse en entrant à l’Insee, c’est de faire des études sur la société française, pas pour faire des études comme ça, mais pour

¹² Nous mettons en gras italique les passages de l’entretien qui nous paraissent particulièrement intéressants.

¹³ Polytechnicien et Ingénieur de l’École des Mines, Inspecteur des Finances, Claude Gruson (1910-2000), après avoir dirigé le Service des études économiques et financières (SEEF) du ministère de l’Économie et des Finances, devient en 1962, directeur de l’Insee. Il sera l’un des artisans de l’élaboration de la planification. Il collabore avec la direction de la Prévision, créée en 1965, pour établir les prévisions annuelles incluses dans les « budgets économiques ». Il démissionnera en 1968 pour manifester son désaccord avec les orientations « déplanificatrices », impulsées par le gouvernement de Pompidou. Il a notamment écrit *Origine et espoir de la planification française*, Dunod, 1968.

essayer sinon de changer le monde, au moins de l'améliorer un peu... C'était ça l'esprit de beaucoup... Et ces gens-là, dans les premières années, les premières promotions, s'opposent vraiment aux fichiers nominatifs. Par contre, ils disent : « il faut développer l'outil statistique, parce qu'on en a besoin pour... ». Ce ne sont pas des économistes uniquement préoccupés de données industrielles.

Le calcul statistique au service d'une société plus démocratique ?

J-L. M. : Le calcul statistique n'est pas une fin, c'est un moyen...

Béatrice Touchelay : Voilà, c'est un moyen.

J-L. M. : Mais c'est un moyen de quoi ?

Béatrice Touchelay : Tout simplement **d'essayer d'organiser, dans l'immédiat, une meilleure répartition des choses, des revenus**, etc. Alors, je ne dis pas qu'ils sont tous égalitaristes, mais il y a quand même cette volonté, cette certitude que l'on peut influencer le cours des choses et donner les moyens d'infléchir ce cours des choses. Ils veulent donner des outils de gouvernement. Ils voient les statistiques comme des outils pour le gouvernement des hommes et des choses. D'où, dans les années 50, toutes les enquêtes de consommation qui vont se développer, d'où une exploitation de plus en plus précise des recensements démographiques, et un élargissement des questionnaires du recensement démographique aux questions culturelles, sociales... C'est aussi la foire d'empoigne, parce que tout le monde veut introduire sa question, tout le monde, tous les ministères, etc.

Mais on a une **volonté vraiment très nette de mieux connaître, par exemple, le capital culturel**, les pratiques culturelles, combien de livres lisent les Français..., les conditions du confort aussi, parce que les questions, évidemment, sont liées à l'époque donc, c'est le problème du logement bien sûr qui préoccupe. **Et ces chiffres vont servir d'arme**, parce qu'on va publier les résultats et puis on va montrer qu'effectivement, il y a un gros problème... Il y a un **côté militant** chez ces statisticiens. Il y avait tout à faire : ils ont aussi organisé la statistique industrielle, la statistique des prix, etc.

Ils **ont progressivement défini une éthique**. Une éthique, en particulier, à propos de toutes les questions liées à l'indice des prix, puisqu'avec l'échelle mobile des salaires, il y a eu, en 1956, des manipulations flagrantes de l'indice des prix. Les statisticiens définissent alors leur éthique. D'un côté, ils continuent à publier l'indice des prix de l'Insee, sachant qu'il ne reflète pas l'inflation puisque les prix des produits qu'il retient sont bloqués : comme ce sont des fonctionnaires et que leur directeur est révocable *ad nutum*, ils se sentent contraints d'obéir. Mais, d'un autre côté, ils préparent un autre indice des prix que le gouvernement aura plus de difficulté à manipuler... Leur éthique s'apparente à une défense contre la manipulation des indicateurs par le pouvoir politique.

Après, l'Insee va se remplir de plus en plus de polytechniciens, de gens qui seront des fêrus du chiffre et quelque part, le chiffre pour le chiffre, mais ça, ça sera plus tard.

J-L. M. : Imité par d'autres pays ou d'autres institutions ?

Béatrice Touchelay : Ce qui est original, c'est ce personnage du statisticien et chercheur. Il est technicien, parce qu'on lui demande de **faire du chiffre**, il le fait et normalement, il le fait bien. Et puis, il est aussi chercheur, puisqu'il travaille dans un institut public, il est payé par l'État. D'un côté, le directeur général est nommé en Conseil des ministres et il est révocable du jour au lendemain. D'un autre, comme c'est un

Institut qui a une vocation de recherche, son indépendance est garantie par le fait qu'il est public. En plus, il y a une école d'application qui peut former des chercheurs aussi. Donc, il y a une marge de manœuvre qui est autorisée, rendue possible, par ce statut d'institut et ça, c'est exceptionnel en Europe, même dans le monde anglo-saxon... L'Espagne s'est inspirée du modèle français. Il a inspiré aussi, évidemment, toute l'Afrique francophone.

Dans les années 60, des changements importants surviennent, puisque l'Insee est rattaché au ministère des Finances – c'est le *nec plus ultra* – et puis, on crée la Direction de la prévision. L'Insee va avoir à fournir des chiffres pour le Plan, alors qu'avant, on le court-circuitait, parce qu'ils n'avaient pas les moyens de les fournir...

☞ Et puis, **le troisième résultat important** concerne **les relations** avec le patronat, les relations **entre l'État et l'entreprise ou l'État et le patronat** d'une façon générale. Je m'y suis intéressée assez vite, dès que j'ai fini ma thèse. J'ai été dépouiller les *Bulletins du CNPF*, publiés dès 1946 pour servir de bulletin de liaison... Il aurait fallu exploiter les fonds de la CGPME et puis, après, il aurait fallu aller voir aussi dans les entreprises, les grandes entreprises nationales. Parce que, dans les années 50, pour les études de conjoncture, etc., c'étaient les grandes entreprises nationales qui fournissaient les résultats. Je voulais comprendre comment l'Insee, cet institut public, qui vise à produire des chiffres pour l'État, arrive à s'imposer auprès du patronat. Autrement dit, comment le patronat, les patrons individuellement, se sont-ils mis à répondre aux enquêtes ?

Le chiffre comme enjeu du pouvoir économique

J-L. M. : Oui... comment ? Comme ça les arrange, j'imagine.

Béatrice Touchelay : Oui, c'est ça. Disons que, dans les années 30, il y a eu une enquête industrielle qui a été faite auprès des patrons français. La Statistique Générale de la France a reçu un tiers des bulletins envoyés. C'est un flop, évidemment. Conséquence : on n'a pas d'enquête industrielle avant celle de 62, 63. Je trouve que c'est intéressant, parce que c'est l'f de la statistique : le patron, individuellement, qu'il soit petit, grand, moyen, il a besoin du chiffre. Il a besoin de savoir comment ses concurrents fonctionnent, si ça marche bien, etc. Et pourtant, il ne veut pas répondre au questionnaire, tout en demandant à l'État, dans les années 50, des protections douanières, etc. On a ce paradoxe.

J-L. M. : Pourquoi ne veut-il pas répondre ?

Béatrice Touchelay : Il ne veut pas répondre, parce que, visiblement, il y a une assimilation entre le statisticien et le fonctionnaire du fisc. C'est curieux, parce qu'en réalité, les grandes entreprises remplissent plutôt bien leurs déclarations fiscales, puisque, dans les années 50, ce sont notamment les déclarations de BIC (bénéfice industriel et commercial) des plus grandes entreprises qui servent d'informations de base à la comptabilité nationale. Mais il y a la crainte du fisc, il y a aussi une volonté de garder l'information pour soi, une espèce de frilosité. Même si je caricature un peu, il y a quand même une part de vérité, je pense.

Il y a des réticences très vives aux chiffres et pas que dans le patronat. On ne se précipite pas pour remplir des questionnaires et pour fournir du chiffre en général. Il y a quand même une certaine frilosité et puis, en plus, je pense qu'on ne voit pas à quoi ça sert.

J-L. M. : Pourquoi est-ce le patronat des grandes entreprises publiques qui a le premier le mieux répondu aux demandes de l'Insee ? N'est-ce pas parce qu'ils ont la même formation ?

Béatrice Touchelay : Oui. Ce sont aussi des camarades de la résistance, pour beaucoup. Pour Francis-Louis Closon, le premier directeur général de l'Insee qui est un Résistant, ou pour Gruson, c'était facile d'écrire à ces directeurs des grandes entreprises nationales : ils se tutoient... Pour Gruson, il y a aussi la filière inspection des finances. Ils se connaissent tous très bien. Et puis, on pourrait dire aussi que ce n'est pas *leur* entreprise, comme pour les entreprises familiales.

Donc, je me suis intéressée au patronat, par le biais du CNPF, et je me suis demandé comment, alors qu'ils ne répondaient pas aux enquêtes statistiques, des chefs d'entreprise avaient été amenés, malgré tout, à faire une déclaration fiscale, à déclarer leurs bénéfices tous les ans et en mettant des chiffres, alors, évidemment qui ne sont pas exacts. Ça, ça m'a intéressée. Du coup, j'ai été dépouiller beaucoup d'archives du fisc. Un peu tous azimuts, pour voir comment on avait réussi à créer un système fiscal qui, somme toute, se tient. J'ai examiné un grand nombre de débats internes à l'administration et aux directions économiques et fiscales ou bien des comptes rendus de débats publics. Je me suis intéressée au rôle qu'on attribuait à ce moment-là aux entreprises, à ce qu'on attendait finalement du déclarant. Comment cette déclaration fiscale s'était-elle imposée ? Comment on en était venu à un impôt personnel aussi ? Quel était son rendement, l'histoire de la fraude... ? Savoir s'il y avait des relations particulières entre le fisc et les petites, moyennes et grandes entreprises... ?

J'ai été aux archives du ministère de l'Économie et des Finances à Savigny-le-Temple. Je ne savais pas très bien où j'allais. C'était un peu dans tous les sens. C'est une mine de toute façon, ces archives. Et j'étais à peu près sûre de la période, c'est-à-dire que ce qui m'intéressait, c'était quand même l'impôt sur les bénéfices ou l'impôt sur le revenu. Donc, je commençais à la Première Guerre mondiale pour aller jusqu'à... je ne savais pas trop.

C'est ce qui m'a fait rencontrer des spécialistes de sciences de gestion. J'ai découvert qu'il existait des journées d'histoire, en économie et gestion, organisées à Toulouse. Et, à chaque fois, je faisais de petites interventions, je faisais des communications sur l'indice des prix, c'était toujours lié aux chiffres. Moi, j'arrivais avec des chiffres qui étaient plus macros, mais ça passait pas mal, enfin, ça passait... il faut dire que mes communications étaient acceptées.

Rétrospectivement, je me rends compte que j'ai réagi comme toute une génération de chercheurs, parce qu'au même moment à peu près, Yannick Lemarchand et Marc Nikitin¹⁴ ont fait leur thèse sur des sujets d'histoire de la comptabilité, de la gestion¹⁵... Dans les années 80, il y a une inflexion apparemment, une volonté du côté des gestionnaires de se rapprocher des historiens, c'est sûr. Parmi les historiens, la seule personne, je crois, qui ait fait le pont à ce moment-là, qui ait répondu à la main tendue des gestionnaires, c'est Patrick Fridenson¹⁶. On est quand même très littéraire chez les historiens et du coup, on est un peu frileux par rapport aux chiffres. Grâce à ces journées, très régulières, organisées à Toulouse, j'ai rencontré des historiens et des spécialistes des techniques de gestion, ce qui m'a donné envie de continuer. J'ai ensuite participé aux journées d'histoire de la comptabilité et du management organisées tous les ans.

14 Yannick Lemarchand est professeur de gestion à l'Université de Nantes, directeur du Laboratoire de gestion des organisations de Nantes (CRGNA-LAGON). Marc Nikitin est professeur d'histoire et d'épistémologie de la gestion, à l'université d'Orléans. Il a publié de nombreux ouvrages sur la comptabilité et la gestion des organisations. Voir l'entretien qu'il a accordé au *Quatre Pages du RT 30*, dans le numéro 8 [<http://rt30.free.fr/4pagesRT30n8juin2011.pdf>].

15 La thèse de Marc Nikitin portait sur l'émergence de la comptabilité des coûts dans les entreprises françaises.

16 Directeur d'études à l'EHESS, auteur d'un très grand nombre d'articles et de livres, il est spécialiste de l'histoire des entreprises, du travail et des fonctions économiques de l'État. Il est, notamment, rédacteur en chef de la revue *Entreprise et histoire*.

Comprendre la production de statistiques publiques : Entre histoire et sciences de gestion

J-L. M. : Donc, ces archives que vous dépouilliez et dont vous rendiez compte, surtout vis-à-vis des spécialistes en gestion, c'étaient bien les archives patronales ?

Béatrice Touchelay : Justement, ma première intervention, je crois que c'était sur le CNPF et les réformes de l'entreprise donc, ça, je me suis bien amusée. Mais j'étais un peu dans le vide entre la thèse et le sujet d'habilitation. Je ne m'étais pas encore plongée complètement dans les archives de Savigny-le-Temple pour l'habilitation. Et c'est comme ça que **je me suis rendu compte que les gestionnaires étaient assez attirés par les démarches des historiens**. C'est ça aussi qui m'a donné envie de continuer.

Comment suis-je arrivée à cette affaire de l'histoire de la normalisation comptable ? Tout a commencé par une journée d'histoire de la comptabilité et du management qui était organisée à Besançon. Et dans le but de proposer une communication, je ne sais plus comment j'ai eu cette idée-là, mais j'ai été dépouiller les archives du Conseil national de la comptabilité. J'ai alors présenté une communication sur l'histoire du plan comptable et je me suis rendue compte après que je faisais une énormité, parce que présenter l'histoire du plan comptable à des gens qui savent ce que c'est que la comptabilité, alors que je ne maîtrisais pas du tout la technique comptable, c'était une gageure et c'était assez rigolo.

Heureusement, ils ne m'ont pas posé de questions techniques et c'est là que j'ai vu qu'il y avait un intérêt à l'échange. C'est cet article-là – parce qu'après, ça a été publié¹⁷ –, c'est cet article-là qui m'a fait me dire : « là, il y a un filon, un filon, ça veut dire quelque chose qui peut à la fois faire des liens, prolonger et puis approfondir des liens avec d'autres disciplines ». Car **ce qui m'intéresse, c'est de me poser les questions d'autres disciplines avec un regard d'historienne ou essayer de répondre à des questions posées par d'autres disciplines avec des outils dont je dispose**.

Et réciproquement d'ailleurs, c'est-à-dire **poser des questions à un public de spécialistes de sciences de gestion ou de comptables, leur poser des questions** qui peuvent leur paraître complètement..., mais justement, **qui ne sont pas des questions techniques** et auxquelles ils ne pourront pas répondre en renvoyant un modèle théorique ou en renvoyant à trois équations. Là, on a un **dialogue** qui est, à mon avis, très positif, enfin, **qui peut être très positif**, qui est dur..., enfin, ce n'est pas facile, parce que **la façon dont les sciences de gestion abordent l'histoire, ce n'est pas évidemment la façon dont les historiens abordent l'histoire**. Et du coup, je ne le cache pas, il y a des crispations, des énervements, mais légitimes et de l'autre côté, certainement aussi, parce que quand on me pose des questions précises sur des techniques comptable, je ne peux pas répondre, je comprends très bien, ça agace.

J-L. M. : Si ce dialogue est « dur », cela ne vient-il pas d'abord du fait que les chercheurs n'ont pas eu la même socialisation professionnelle ? Ces parcours différents n'entraînent-ils pas des interprétations radicalement différentes à propos d'un terme, d'une expression, ce qui est source de malentendus ?

Béatrice Touchelay : C'est certain qu'on ne met pas les mêmes choses derrière des mots identiques, ça, c'est sûr. Collaboration/coopération par exemple : l'historien associera une bibliographie et le gestionnaire en défilera une autre, ça, c'est sûr. Mais **si on veut travailler ensemble, c'est justement sur ces mots-là, sources**

¹⁷ Il s'agit de B. Touchelay, « A l'origine du Plan comptable français des années 1930 aux années 1960, la volonté de contrôle d'un État dirigiste ? », *Comptabilité, Contrôle, Audit*, juillet 2005, p. 61-88.

d'interprétation divergentes, qu'il faut travailler. D'où mon implication, en ce moment, dans un dictionnaire de la comptabilité privée. C'est hyperambitieux. Je pense que la dixième édition sera très réussie, mais c'est ça l'idée, c'est d'arriver à identifier et à confronter les réalités que les historiens et les gestionnaires mettent derrière les mêmes mots. Rétrospectivement, je me rends compte que c'est un peu ce que j'ai essayé de faire, mais ce n'était pas du tout consciemment.

J'étais très contente de participer à ces colloques, à ces journées d'étude. Les échanges sur l'histoire du plan comptable en particulier m'ont montré *qu'il y avait vraiment un élément qui permettait de relier le patronat, l'entreprise et l'État je me suis dit : « c'est la compta »*, sans du tout aller dans les détails techniques. Alors, petit à petit, j'ai construit ce livre¹⁸. C'est le résultat de l'habilitation, un résultat plus digeste, parce que l'habilitation, c'était un pavé ..., enfin, je sais plus combien j'avais de pages, mais c'est absolument impubliable... Ils ont survécu dans le jury, c'était vraiment un gros, gros boulot. Du coup, le livre était important pour moi. J'ai éliminé beaucoup de choses, par rapport au manuscrit original... Et heureusement, parce que ça m'a permis de suivre le fil directeur de la normalisation comptable. Ça a été un travail assez long, parce que c'est un travail d'archive. Du coup, j'ai des tonnes d'archives pour plein, plein de choses, ces choses-là reliant l'État et le patronat.

Comme toujours, évidemment, ce qui m'embête, c'est que je m'arrête en gros au milieu des années 60. Il faudrait là également des équipes entières de recherche pour pouvoir prolonger cette recherche.

L'univers de la statistique publique : quel rôle des ingénieurs ?

J-L. M. : Arrêtons-nous sur votre livre, que j'ai lu avec un grand intérêt. Je voudrais juste savoir si je n'ai pas sur-interprété un des axes de votre thèse, à savoir l'importance de la pensée technicienne dans la construction de la société contemporaine ? On trouve bien dans votre livre, souvent en note de bas de page, le nom d'ingénieurs, de polytechniciens, etc., qui, à un moment donné, ont joué un rôle dans les relations entre État et entreprise, y compris pour structurer la profession comptable, pour la légitimer théoriquement. Les ingénieurs interviennent également au travers de la structuration des outils statistiques, des outils informatiques aussi. Vous parlez, par exemple, de cette fameuse fiche qui est pensée d'abord pour recenser les militaires et puis, qui est à la source du numéro de Sécurité sociale... Vous évoquez aussi, comment vous l'appellez ?

Béatrice Touchelay : La nébuleuse calculatrice.

J-L. M. : La nébuleuse calculatrice, voilà. Est-ce que, au travers de cette nébuleuse, il n'y a pas l'âme invisible des ingénieurs ?

Béatrice Touchelay : Ils ne sont pas tous ingénieurs et ils ne sont pas tous de la même origine. René Carmille, par exemple, le créateur du SNS et l'inventeur du numéro de sécurité sociale, lui, il est peut-être polytechnicien, mais c'est surtout un contrôleur général de l'armée : il a une formation militaire, il est vraiment militaire. Jean Benoit, par contre, qui a un rôle très important au CNC des années 1950, est diplômé de l'école des Mines de Saint-Étienne, il est au CNPF – cadre de Pechiney - et il traverse toute la période que j'ai étudiée, des années 30 aux années 60. Il est très actif, on le retrouve dans de nombreuses commissions. Il y a toute la génération

¹⁸ Béatrice Touchelay fait ici référence à *L'État et l'entreprise. Une histoire de la normalisation comptable et fiscale à la française*, Presses universitaires de Rennes, 2011, ouvrage dont nous avons rendu compte dans le numéro 9 du *Quatre Pages du RT 30*.

aussi des Detoef¹⁹, Coutrot²⁰ qui sont aussi des ingénieurs, mais leur rôle va s'arrêter avec la Seconde Guerre mondiale... Le terme de nébuleuse m'a été reproché, à juste titre, parce qu'il faudrait faire une étude de réseau, mais c'est extrêmement difficile. Parce que vous en avez un là, vous en avez un là-bas et puis, qu'est-ce qui les relie ? Sans doute un mode de pensée qui se caractérise par la certitude qu'il faut normaliser, qu'il faut compter pour ordonner, pour diriger. Il faudrait aussi rappeler qu'ils ne s'entendent pas sur le même chiffre...

J-L. M. : *Mais le fait de se disputer sur le bon chiffre, ça met à l'arrière-plan la question de savoir s'il faut vraiment raisonner sur les chiffres. On pense avoir tranché cette question sans l'avoir abordée.*

Béatrice Touchelay : Oui, mais *ils n'ont pas tous la même vision*. C'est-à-dire que, dans les années 30, jusqu'à Vichy, il y a quand même *chez certains de ces ingénieurs-là une volonté de gommer la lutte des classes*. Pour eux, il faut favoriser la croissance économique, le bien-être général, et, grâce à cela, tout le monde s'entendra. Une telle orientation s'appuie sur la production de chiffres, tant publics que privés. *Pour d'autres*, c'est différent. Pour Carmille, par exemple, *le chiffre, c'est une façon de rationaliser une administration* : après avoir rationalisé le fonctionnement des services de l'Artillerie, il veut contribuer, au moment de la mobilisation, à rationaliser la gestion des affaires publiques, ce n'est pas la même chose... Pour Benoit, c'est encore différent. Lui, ça va être *une façon de rationaliser son entreprise*... Pour *les comptables*, le chiffre, c'est une façon d'arranger les comptes, de permettre de bien *réagir aux demandes du fisc puis de se défendre en cas de contentieux avec le fisc*. Il faut nuancer, parce que, entre les comptables et Carmille, entre des projets des années 30 et le projet Carmille, il y a des convergences. Carmille veut faire de la statistique comme on fait de la comptabilité, c'est-à-dire qu'il veut que le chiffre serve vraiment à organiser les choses et il y a des comptables comme René Delporte qui ont cette idée-là aussi : est-ce qu'ils sont ingénieurs ? Pas vraiment. Par contre, si on s'intéressait à la façon dont les entreprises, évidemment les plus grandes d'entre elles, ont rationalisé leurs comptes, ça, oui, alors ça, c'est sûr, on trouverait des ingénieurs. Leur présence permet aussi de comprendre un peu comment les comités d'organisation sous Vichy, du jour au lendemain, ont réussi à structurer un secteur industriel, à mettre tout le monde au pas... Oui, là, il y aurait un filon, certainement, à creuser, parce que ceux qui dirigent et animent ces comités d'organisation, ce sont des ingénieurs.

J-L. M. : *C'est juste après la guerre ?*

Béatrice Touchelay : Pendant la Seconde Guerre mondiale. On organise alors la production industrielle en créant des comités d'organisation qui vont avoir comme charge essentielle de répartir les ressources. Donc eux, ils font du chiffre, évidemment, ils ne peuvent se baser que sur des enquêtes... Cependant, la nébuleuse, à mon avis, n'est pas composée uniquement d'ingénieurs : vous avez aussi des « sans-grade », des administrateurs, comme le fameux Chezlepretre²¹. Il n'est pas du tout ingénieur. Il commence comme fonctionnaire de

19 Auguste Detoef, polytechnicien et ingénieur des Ponts-et-Chaussées, proche du groupe X-crise, premier directeur d'Alstom et président du Comité d'Organisation du secteur de l'électricité. Il est partisan du rapprochement entre patronat et syndicats ouvriers. Detoef défend, contre Fourastié, une conception du plan comptable accordant une « place centrale à la comptabilité industrielle pour permettre de calculer les prix de revient et de renseigner à la fois "l'exploitant, les actionnaires et les prêteurs" » (Touchelay, 2011, p. 181).

20 Jean Coutrot (1895-1941), ingénieur-conseil, déçu du taylorisme, cofondateur d'X-Crise, il rejoint en 1934 les partisans leplaysiens de Fayol, et constitue en novembre 1936 le COST (Centre national d'organisation scientifique du travail) chargé de promouvoir les initiatives en matière de rationalisation du travail. Partisan de l'économétrie, il fédère les cercles d'ingénieurs et patronaux autour de la nécessité du calcul pour améliorer l'efficacité de l'entreprise.

21 Jacques Chezlepretre, né en 1897, docteur en droit, est, en 1939, chef de bureau de la Direction Générale des Contributions directes. Il rédige un rapport qui va inspirer la création du premier plan comptable français (voir B. Touchelay, « À l'origine du plan comptable français des années 1930 aux années 1960, la volonté de contrôle d'un État dirigiste ? », Comptabilité – Contrôle – Audit / Numéro

l'administration fiscale et gravit les échelons dans l'administration et devient un « maniaque » du contrôle fiscal, du chiffre et la création du plan comptable lui doit énormément, ça, c'est absolument certain. La création du service de contrôle des comptabilités des grandes entreprises avant la Seconde Guerre mondiale, c'est Jacques Chezlepretre, également. Vous avez aussi le Syndicat des contributions directes qui a un rôle très important, ses membres ne sont pas ingénieurs. Il faudrait savoir s'il n'y a pas aussi une demande de la part des syndicats ouvriers, parce qu'ils ont besoin d'informations économiques. À partir du moment où il y a des conventions collectives, à partir de 36, les syndicats ouvriers vont avoir besoin..., pas forcément des chiffres comptables, mais des chiffres macroéconomiques.

J-L. M. : Le partage du bénéfice au niveau national ?

Béatrice Touchelay : Le rôle des ingénieurs, à l'échelle des entreprises, oui, il y a sûrement des choses très intéressantes à voir. Par exemple, André Zimnovitch en a un peu parlé dans sa thèse, à propos du calcul des prix de revient²². Le plus souvent, dans les entreprises industrielles, ce sont des ingénieurs qui gèrent la comptabilité - en particulier pour les calculs des prix de revient -, jusqu'à la création de services comptables à part entière, et là, ils se font peu à peu remplacer par des comptables, des petits sans-grade, des employés de la comptabilité. Du coup, alors que l'ingénieur, jusque-là, faisait tout, il doit progressivement renoncer à certaines tâches. Des rivalités importantes apparaissent, jusque dans les années 50. Ce n'est pas évident de renoncer à un certain nombre de tâches, surtout quand ces tâches déterminent des positions assez privilégiées dans la hiérarchie, à l'intérieur des entreprises. C'est très différent, je pense, après la Seconde Guerre mondiale, parce que là, les ingénieurs s'occupent moins de comptabilité. Je ne sais pas s'ils font tellement partie de la nébuleuse...

J-L. M. : Ne jouent-ils pas, alors, un rôle indirect dans la conception même du plan comptable, de la normalisation comptable, des principes de la comptabilité analytique ?

Béatrice Touchelay : Alors, pour la comptabilité analytique, oui, dès les années 1910, avec ou sans influence américaine d'ailleurs, les ingénieurs jouent un rôle incontournable. En ce qui concerne la comptabilité générale, le plan comptable, *pendant la Seconde Guerre mondiale et juste après, au moment où on rediscute du plan comptable, l'influence des ingénieurs* se manifeste au travers du *contre plan élaboré par la CEGOS*²³. C'est ce contre plan qui va, en grosse partie, *influencer le plan comptable général de 47*. Là, oui, les ingénieurs jouent un rôle. Les ingénieurs, on les voit aussi dans les commissions, en particulier pour l'application du plan comptable de 57. L'un des premiers secteurs qui applique le plan comptable, c'est l'aviation, en pleine concentration et là, vous avez un rôle important des ingénieurs. Même chose dans le secteur des mines qui viennent d'être nationalisées...

Ce serait aussi un sujet à creuser, les *articulations entre comptabilité publique et comptabilité privée*, parce qu'il y a un tel décalage à l'origine entre les deux et puis, un tel rattrapage et là, aujourd'hui, visiblement, c'est la compta privée qui gagne en imposant ses critères d'évaluation au secteur public, donc, là, il y a un sujet de thèse et il faudrait remonter au début du 19^e, la formation de l'État, ça, ça peut être un sujet super

thématique – juillet 2005, p. 61-88).

22 Zimnovitch H., (1997), *Le calcul des prix de revient en France pendant la seconde industrialisation*, thèse de doctorat, Université de Poitiers, 2 tomes.

23 En 1926, le syndicat patronal, la Confédération Générale du Patronat Français, soutient la création, par l'ingénieur polytechnicien Jean Milhaud, de la Commission générale de l'Organisation Scientifique du Travail. Cette structure vise à stimuler « l'augmentation du rendement de la production française ». Elle deviendra la CEGOS en 1934.

intéressant, mais pour le moment, il y a encore des gens qui travaillent sur la compta publique, d'autres sur la compta privée. Il faut faire le lien. Justement, c'est ce que j'avais essayé de faire. En effet, *on peut considérer que l'Insee est intermédiaire entre les chiffres privés et le chiffre public*. Par exemple, je voulais savoir si, à l'origine de la comptabilité nationale, dans l'équipe Gruson, il y avait une influence de la comptabilité privée. Alors, évidemment, il y a une influence très forte, mais elle fait le détour par les États-Unis, elle vient des États-Unis. Mais c'est quand même assez complexe. Il y aurait vraiment de quoi faire une thèse, sur ces articulations entre comptabilité publique et comptabilité privée, c'est vraiment un sujet pont.

J-L. M. : Je n'ai pas bien compris, quand vous dites que, si le plan comptable national a été influencé par une certaine conception de la comptabilité privée, cette influence a été indirecte, elle est passée par la conception américaine. Pouvez-vous préciser ?

Béatrice Touchelay : A priori, ce sont plutôt les penseurs, les économistes américains qui veulent utiliser directement des données recueillies auprès des entreprises - donc, des données de comptabilité privée -, pour élaborer leur modèle de comptabilité nationale. Alors, en France aussi, mais c'est une utopie. Car dans les années 50, on n'a pas suffisamment de données, c'est un peu la même chose pour la statistique industrielle. Et du coup, ce que fait Gruson, c'est qu'il va voir la Direction générale des impôts à qui il demande les déclarations fiscales des entreprises pour produire les statistiques de la comptabilité nationale... La fourniture de ces informations devient obligatoire depuis le décret du 28 octobre 1965 qui oblige les entreprises à déclarer leurs bénéfices de façon normalisée. Ce décret officialise des pratiques informelles de collaboration entre entreprises et État, pour la production des données nécessaires à la comptabilité nationale²⁴.

Des sociétés démocratiques bien récentes

J-L. M. : Donc, , le monde dans lequel nous vivons est assez récent.

Béatrice Touchelay : Oui.

J-L. M. : On a l'impression que c'est de toute éternité, mais...

Béatrice Touchelay : Non, non, c'est très récent. Ainsi, on peut considérer que la précédente période commence à partir de 1917, avec la création de l'impôt sur les bénéfices, mais il faut attendre 1934 pour que l'on s'accorde, dans l'administration, sur une définition précise du bénéfice. Tout va très lentement, en matière de fiscalité, parce que les entreprises ne sont sans doute pas très favorables... Mais, je me demande si ce n'est pas également l'État qui se montre réticent, finalement. L'État veut-il vraiment se donner les moyens de sa politique fiscale ? Je suis en train de rédiger un article là-dessus et je défends l'idée qu'il n'y a pas de volonté politique au sens général, parce que, pour une petite entreprise, finalement, pouvoir disposer gratuitement - ce qui se fera dans les années 80 -, du soutien d'un comptable, c'est aussi un pas vers la modernité... disons, c'est une ouverture au monde. La profession des comptables non plus, n'a pas vraiment aidé.

J-L. M. : Et quand vous dites : « l'État n'a pas trop voulu », c'est bien un secteur précis de l'État ? C'est la direction des finances ?

Béatrice Touchelay : Oui, il y a aussi une hiérarchie importante au sein de l'administration des finances. Le

²⁴ Voir sur ce point, B. Touchelay, « Le développement de la normalisation comptable et de la comptabilité nationale en France entre les années 1920 et les années 1960, des analogies singulières ? », *Communication aux 15e Journées d'histoire de la comptabilité et du management*, Université de Dauphine, mars 2010.

service des contributions directes date de 1914, tandis que celui des contributions indirectes est beaucoup plus ancien, avec plus de moyens, c'est la direction la plus reconnue, la plus riche, tandis que le service des contributions directes n'a pas une aussi bonne réputation en interne aux finances. Cela peut expliquer en partie la lenteur de la mise en œuvre de la normalisation comptable. Il faut aussi tenir compte de la rivalité entre la direction des finances et la direction de l'économie. Dans l'entre-deux-guerres, c'était très difficile d'imposer une réforme, qu'elle soit économique, fiscale ou comptable.

Mais c'est une période intéressante, révélatrice. Ainsi, des gouvernements de droite par exemple, peuvent être assez innovateurs alors que des gouvernements de radicaux le sont moins, mais ça, c'est lié en grande partie à l'électorat. Les radicaux sont élus par des petits commerçants donc, ils sont plus frileux en matière de réforme fiscale, d'imposition des bénéfiques. Par contre, il y a vraiment une tentative de changement à propos du plan comptable, en 36, mais le Front populaire n'a pas duré assez longtemps pour mettre en œuvre ses projets. Pourtant, il y avait vraiment une volonté avec Vincent Auriol de développer la comptabilité privée. Il y a eu une enquête auprès des entreprises, des entrepreneurs, des Chambres de commerce pour savoir quelles étaient les attentes finalement à l'égard de la comptabilité. Bref, tout compte fait, il faut attendre les années 70-80 pour que les différents secteurs adoptent le plan comptable, c'est extrêmement lent. Il y a un manque de volonté politique.

J-L. M. : *Ce n'était pas une priorité...*

Béatrice Touchelay : Non, je ne pense pas...

J-L. M. : *Certains ingénieurs jouent-ils un rôle en aiguillant l'État, en l'obligeant à se repositionner par rapport à la normalisation comptable ?*

Béatrice Touchelay : Oui, mais ils peuvent aussi utiliser leurs compétences pour freiner... Par exemple, Jean Benoit négocie très bien, dans toutes les commissions du Conseil national de la comptabilité, mais c'est pour freiner la normalisation car il est le représentant du CNPF.

J-L. M. : *Alors, il freine d'une certaine manière, si j'ai bien compris...*

Béatrice Touchelay : Il freine l'obligation d'appliquer le plan comptable...

J-L. M. : *Voilà, mais d'un autre côté, le fait d'être actif dans ces commissions lui permet de travailler à la définition même de la normalisation, de la rendre plus acceptable pour l'entreprise ou plus conforme aux attentes du patronat ?*

Béatrice Touchelay : Oui, et puis, l'obsession, c'est aussi que toutes les entreprises soient logées à la même enseigne, car le système fiscal est extrêmement inégalitaire : les grandes entreprises sont contrôlées, les petites ne le sont pas, ce qui fait peser la pression fiscale presque exclusivement sur les premières... qui contribuent beaucoup plus à l'impôt sur le bénéfice que les petites. À mon avis, c'est un des éléments qui marginalisent encore les PME, qui leur donne, encore à l'heure actuelle, cette position très asymétrique en termes d'accès à l'information et de capacité de réagir à la concurrence, alors que ce sont elles qui créent le plus d'emplois. Le développement du conseil comptable à ces PME et aux TPE est un moyen d'éclairer leurs actions et de limiter le chômage, mais il a un coût, et il suppose une forte volonté politique. À mon avis, les origines de ces problèmes, toujours actuels, remontent à cette histoire de la normalisation comptable à la française... Alors, la profession des comptables les aide peu. Certes, il existe des initiatives pour essayer de développer le rôle des

experts comptables auprès des PME, mais d'un autre côté, les grands cabinets n'y voient aucun intérêt. Peut-être que les choses peuvent changer...

J-L. M. : Les comptables pourraient les aider à se structurer vis-à-vis de l'accès à l'information économique ?

Béatrice Touchelay : Voilà, sans doute, oui, ils auraient pu ou pourraient les aider. Bon, moi, je ne suis pas là pour donner des leçons, mais la profession aurait sans doute pu se rapprocher davantage des PME-TPE, ce qui paraît d'actualité. Elle aurait pu jouer un rôle de lobby en faveur d'une intégration des PME à une normalisation comptable et du coup, à leur intégration dans un processus de croissance, parce qu'elles n'ont pas été intégrées. Enfin, ça dépend. Les PME dans lesquelles il y avait des ingénieurs s'en sont sorties, mais du fait de leur position sur un créneau technique particulier et non pas du fait de leur mode gestion. Le succès de ces PME ne vient pas de là.

De l'information économique comme gage d'un fonctionnement démocratique

J-L. M. : Pour en revenir à votre parcours, à la fois professionnel et intellectuel, il y a une constante, c'est le chiffre. D'abord, le chiffre pour accéder à l'histoire d'une institution, l'Insee, avec ses acteurs... Ensuite, le chiffre comme un moyen de comprendre les rapports entre l'État et les grandes entreprises – ou plus exactement entre un segment de la haute administration et une partie du patronat la plus « avancée ». Et le chiffre comme résultat d'un système de normalisation, dans la construction du plan comptable, progressivement appliqué. Avez-vous étudié un quatrième aspect du chiffre, celui de ses usages, de l'intention qui préside à sa diffusion, des multiples interprétations dont il peut faire l'objet, etc. ?

Béatrice Touchelay : Bien sûr, c'est surtout ça le fil directeur, c'est l'information économique. Disons que, jusqu'aux années 70, la statistique publique consistait pour l'essentiel à produire du chiffre pour le chiffre. J'exagère un petit peu, mais finalement, les statistiques de l'Insee, du Plan, etc., c'était pour l'État et un peu pour les syndicats. Or, à partir des années 70, le chiffre est produit non plus pour lui-même, mais dans le but d'informer le public. Cette évolution fait suite au colloque de 69 sur la formation économique, organisé par l'Insee et doit beaucoup à l'arrivée de Jean Ripert²⁵ au poste de directeur de l'Insee. Lui, son dada, c'est l'information économique. Sous son impulsion, l'Insee crée des observatoires économiques régionaux, multiplie les enquêtes, augmente le budget des publications pour leur plus grande diffusion, leur vulgarisation. Malheureusement, cette mini révolution correspond bientôt à la crise économique des années 70. L'inflation repart et le taux de chômage atteint des seuils très élevés. La statistique devient alors un moyen d'évaluer la capacité des gouvernants à tenir leurs promesses et leurs objectifs. Dans le même temps, l'indice des prix de l'Insee est vivement critiqué, on lui reproche de dissimuler l'inflation. La critique vient de l'intérieur, puisque la CGT établit un indice concurrent à partir d'informations de l'Insee.

²⁵ Jean Ripert (1922-2000), ingénieur agronome, commence sa carrière en 1945, avec Jean Monnet, dans les services de contrôle économique de l'Allemagne et de l'Autriche. Il entre au Plan en 1948 et va y rester dix-huit ans. Il participe aux négociations du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (Ceca). Commissaire adjoint au Plan en 1963, il devient directeur de l'Insee en janvier 1967. Il réorganise l'institution pour accroître son efficacité de service public. C'est sous sa direction que sont créées les publications : *Économie et statistique*, *Tendances de la conjoncture*, *Annales*, *Informations rapides*. Il associe les partenaires sociaux aux programmes d'enquête dans les instances du Conseil National de la Statistique. Il quittera l'Insee pour retrouver le Plan, mais cette fois comme Commissaire, le 18 octobre 1974, poste qu'il occupera jusqu'en 1978. Sa carrière est ensuite celle d'un diplomate à l'ONU.

La nomination d'Edmond Malinvaud²⁶ comme directeur général de l'Insee atténue les polémiques. Il va plutôt défendre un chiffre, pas pour le chiffre, mais il introduit une option très, très scientifique sur l'économie, l'économétrie, pour que l'Insee soit à nouveau plus difficile à critiquer finalement. C'est le résultat aussi quand même de 68, il y a tout ce mouvement-là... Là, c'est aussi l'effet de l'arrivée à l'Insee, des générations Desrosières, qui participent très fortement au mouvement de 68. Donc, dans une fenêtre très étroite, disons 68-74, ce n'est plus le chiffre pour le chiffre, c'est le chiffre pour informer et c'est un basculement social fondamental à mon avis, social et politique, que l'on peut étudier, notamment, en observant la presse.

Dans le même sens, il faut savoir que pendant les années 70, tous les partenaires économiques participent aux Commissions du Plan, y compris les représentants des syndicats de salariés, tous les syndicats officiels. Ce n'était pas le cas dans les années 50, puisque la CGT faisait sécession. Donc, on a quand même un plus grand panel. Il y a les représentants aussi du patronat, les principales organisations patronales, évidemment les représentants de l'État et même de la société civile qui interviennent dans les Commissions du Plan des années 70. Certaines commissions sont spécialement consacrées à l'information économique et à l'informatisation. Le débat retombe avec la crise économique des années 70.

J-L. M. : Et qu'est-ce qu'on en attendait de cette information du public ? Une plus grande transparence ?

Béatrice Touchelay : D'abord, on demandait au public ce qu'il voulait, enfin, au public au sens large. On demandait à cette société civile là, ce qu'elle voulait : qu'est-ce que vous attendez d'un institut national de statistiques ? De l'informatisation ? On demande ça aussi à l'Insee. Et puis, de façon sous-jacente, il y a toute la question du partage des revenus qui est posée. En réalité, plutôt que de parler de société civile, il faut parler d'un microcosme d'institutions, mais on a une ouverture importante. Il s'agissait aussi de s'interroger sur l'utilisation des enquêtes sociologiques. Toutes ces enquêtes sur l'inégalité des chances, tel père, tel fils, etc. Derrière l'information économique, il y a une finalité sociale et politique qui n'était pas aussi visible avant.

J-L. M. : Un partage de l'information pour un meilleur partage des revenus et des chances ?

Béatrice Touchelay : Alors, pour certains, c'est pour un meilleur partage et puis, pour d'autres, c'est pour un constat. Il y a une valeur ajoutée, elle a telle valeur, qu'est-ce qu'on en fait ? On est dans la politique aussi de la participation, en convergence avec les gaullistes. Alors, c'est sûr qu'on ne peut pas organiser une politique de participation au fruit de l'expansion, si on n'a pas des comptes à peu près clairs, si les comptes des entreprises sont opaques. Ça veut dire qu'on reconnaît que le fisc s'est fait avoir depuis des années. Enfin, vous voyez, il y a quand même des enjeux importants... Et puis, ça veut dire aussi qu'il faut mettre les syndicats dans le coup. Les enjeux politiques de la normalisation comptable apparaissent avec toutes leurs conséquences, ce qui n'apparaissait pas aussi clairement auparavant. Ça, je crois que c'est très important. Le virage des années 70 est important. La crise a changé certainement beaucoup de choses, parce que du coup, on a un petit peu limité les moyens et puis l'objectif n'était plus prioritairement d'informer le « public ». Le chiffre est devenu aussi un moyen de juger les gouvernements, je crois. En 74, si je ne me trompe pas, c'est la première campagne présidentielle dans laquelle la statistique est utilisée comme argument dans un débat télévisé.

J-L. M. : C'était avec Giscard d'Estaing.

Béatrice Touchelay : Oui, Mitterrand, Giscard, les courbes. Et c'est la première fois... Évidemment, Giscard,

²⁶ Edmond Malinvaud, né en 1923, polytechnicien, diplômé de l'ENSAE, école qu'il va diriger de 1962 à 1966, avant d'occuper successivement, les postes de directeur de la Direction de la prévision au ministère de l'Économie et des Finances (1972-1974) et de directeur général de l'Insee de 1974 à 1987. Auteur de nombreux articles en économie mathématique et de manuels.

inspecteur des finances donc, il savait de quoi il parlait.

J-L. M. : Polytechnicien...

Béatrice Touchelay : Oui, et Mitterrand aussi, il est arrivé avec ses chiffres, ils avaient leurs courbes. Donc, du coup, c'est devenu un argument du débat électoral. Pour que ça devienne un argument, il faut qu'en amont, il y ait eu toutes ces évolutions. Maintenant, 30 ans plus tard, on en est à l'inondation de chiffres et personne ne sait plus de quoi on parle.

Privation du chiffre public : vers une perte de la démocratie ?

J-L. M. : On peut même dire qu'aujourd'hui le recours à des statistiques est devenu un impératif, une obligation, quel que soit le sujet, au risque de tout obscurcir. Dès qu'on s'attaque à un problème quelconque, y compris, par exemple, celui de la santé au travail, il faut forcément le quantifier avant de prendre des mesures. Maintenant, ça devient aussi un argument pour empêcher toute évolution quelque part.

Béatrice Touchelay : Oui, et pour maquiller aussi la réalité, parce qu'on est quand même inondés de chiffres, sans avoir le temps de s'interroger sur leur définition, sur leur signification... Je crains un retour en arrière, j'ai l'impression qu'il y a, y compris chez les étudiants, un rejet des mathématiques, des statistiques

J-L. M. : Est-ce un retour en arrière ou un progrès ? Jusqu'à une certaine époque, le fait de chercher à objectiver la réalité socio-économique avec des chiffres paraissait une évolution désirable. Maintenant, avec le recul de l'expérience, on se rend compte que l'abondance de chiffres n'améliore pas nécessairement la vie quotidienne, ne réduit pas les inégalités, ne débouche pas sur une plus grande participation aux décisions. L'emploi systématique de données quantifiées peut même masquer la réalité. On croit qu'un tableau de bord, un graphique, une courbe représentent vraiment la réalité, alors qu'il ne s'agit que de résultats de calculs et de résultats concernant une fraction réduite de la réalité. Et quand il y a des débats entre experts, ces débats ne portent que sur le mode de calcul et, le plus souvent, on ne peut pas y participer. Alors, se méfier de la quantification, reconnaître que les chiffres n'apportent pas plus de transparence, n'est-ce pas en soi un progrès ? Ne faudrait-il pas chercher d'autres voies pour rendre manifeste le projet démocratique ?

Béatrice Touchelay : Pour moi, **le chiffre, c'est un consensus**, c'est-à-dire que si on vous dit : 4 millions de chômeurs, on se trompe certainement sur la valeur exacte, mais n'empêche que c'est un consensus, c'est-à-dire qu'on a un indicateur. Alors, **si une société civile peut réfléchir à partir d'un indicateur** qui reste toujours calculé de la même façon, qui n'est pas manipulé, qu'on le regarde avec les mêmes marges d'erreur, à mon avis, c'est fondamental, parce que **ça cristallise des attentes** au sens très général, je le vois **comme un élément fédérateur**.

Je parle d'indicateurs qui ne servent pas à hiérarchiser, comme le classement de Bologne, etc. Mais de quelques indicateurs économiques derrière lesquels on se retrouve. Par exemple, ce 3 % de déficit public maximum, imposé par le Traité de Maastricht²⁷, et qui n'a jamais été justifié, je ne pense pas qu'il fasse

27 B. Touchelay fait ici référence aux « critères de convergence » du Traité de Maastricht (mis en application en 1993). Ces critères sont : a) un taux d'inflation annuel maximal de 1,5 % ; b) un déficit budgétaire inférieur à 3 % ; une dette publique inférieure à 60 % du PIB. Ces critères de convergence, qui concernent les pays souhaitant faire partie de l'union monétaire, n'auront été que partiellement respectés. La « crise » de l'endettement public de nombreux pays de la zone euro à partir de 2007-2008, a ré-ouvert le débat – mais essentiellement entre experts – sur la nécessité de respecter ces critères de convergence. En réalité,

vraiment consensus, des gens commencent à se dire : « tiens, mais ça va pas, c'est quoi cette histoire ? ». Les concepteurs de ce dispositif vont être obligés peut-être à un moment de revoir leur copie... Ce chiffre, ce 3 %, il est fait pour opacifier, pour éviter tout débat. Ça, à mon avis, c'est clair. Par contre, le chiffre convention, le chiffre construction sociale, mais au sens construction par une société civile qui fait consensus, ça, je pense que c'est un des éléments de coordination des nations modernes à mon avis. C'est quelque chose de très important.

Alors même qu'on n'arrête pas de critiquer ces chiffres, le PNB, le PIB, par exemple, on nous fouette, on nous disant : « il faut arriver à ce taux de croissance pour envisager une réduction du taux de chômage ou bien une augmentation du pouvoir d'achat. D'un côté ces indicateurs sont comme déifiés et de l'autre ils sont jugés nuls. Personne ne peut s'y retrouver et à mon avis, sur le plan social, c'est l'anomie généralisée, c'est une catastrophe. Enfin, je crois... C'est une régression par rapport à la situation où l'on avait réussi à avoir des institutions qui, en accord avec des représentants de la société civile construisaient un chiffre qui faisait consensus, plus ou moins consensus, y compris, parce qu'on pouvait le critiquer... Et maintenant, c'est simple, c'est manipulé sans que personne n'y comprenne rien. Pour en revenir à la comptabilité, il suffit de changer le mode d'évaluation de la réussite ou de la faillite pour que les entreprises, hier en perte, se retrouvent aujourd'hui considérées comme performantes. Hier, une entreprise qui licenciait était considérée comme allant très mal, aujourd'hui parfois, pour garder la confiance des marchés financiers, c'est un critère de bonne santé. Pour en revenir aux statistiques publiques, leur fréquence est telle aujourd'hui – entre le nombre d'accidents de la route, celui des homicides, le taux directeur de la BCE, celui du chômage, la côte de popularité de X ou Y, etc. -, qu'il est impossible de garder un esprit critique. L'information est noyée. La plupart des gens se méfient de tous les indicateurs, de toutes les statistiques et du coup, il n'y a plus de repères. Cette absence de repères est d'ailleurs conforme à la perspective de l'ultra-libéralisme.

Donc, on ne sait plus où on va et résultat, c'est vraiment là aussi un peu la caricature, mais les acteurs de la finance grignotent peu à peu du pouvoir. Ceux qui voient quelque chose dans cette opacité organisée, générale, se débrouillent très bien, mais les autres, en sont esclaves. C'est pourquoi je pense que du chiffre partout, certainement pas, mais du chiffre clairement expliqué, construit, oui, il en faut... Sinon, il n'y a pas de politique économique, ou alors si, mais une politique dictatoriale. Si l'on veut maintenir une démocratie, il faut du chiffre consensuel, je pense. Dans cette perspective, il y a tout lieu d'être inquiet : les institutions productrices de chiffres et de consensus sont démantelées. Le Plan, le Commissariat Général au Plan²⁸, n'existe plus, on ne se fixe plus de grandes lignes, on ne discute plus autour d'un projet d'avenir... La défiance générale remet en cause la finalité même des statistiques de l'Insee.

Ce qui faisait consensus aussi, c'était cette grosse opération hyperlourdingue, rituelle, qu'était le recensement démographique... Maintenant, même sur les affiches de recensement, l'Insee n'apparaît plus qu'en minuscule, tout en bas... Ainsi, progressivement, en même temps que l'institution s'efface, la statistique disparaît et c'est un certain type de consensus qui disparaît, quelque part... Alors que, d'un autre côté, on nous en rajoute des

le choix même de ces critères – excluant tout critère social, par exemple – et la fixation de leur valeur n'ont pas de justification économique. Ils reflètent les rapports de force au sein des élites politiques et économiques européennes des années 1980-1990. Et l'on ne s'étonnera pas que ces critères soient « convergents » avec les thèses néolibérales (inflation inférieure à 2%, contrôle de l'évolution de l'action publique par les marchés).

28 Rappelons que le Commissariat général au Plan, créé par De Gaulle en 1946, fut une institution française chargée de définir la planification économique du pays, notamment via des plans quinquennaux (11 au total). Supprimé en 2006 par Dominique De Villepin, le Plan a été « remplacé » par le Centre d'analyse stratégique (CAS) qui a une finalité moins ambitieuse : éclairer la décision politique.

tonnes de chiffres, on classe les hôpitaux, les universités, les gens... On vous dit : « il faut faire du chiffre ». Nous sommes en pleine incohérence.

Dans ce contexte, les normes comptables internationales ne font qu'accentuer la défiance, les pertes de repères, d'autant que même les spécialistes ont du mal à s'y retrouver, au milieu de ces indicateurs financiers... En tout cas, la façon dont l'opinion perçoit ce débat-là, visiblement, ça ne redore pas le blason, ni des comptables, ni du chiffre de façon générale.

J-L. M. : *C'est un peu comme si on assistait à une privatisation du mode de calcul, du chiffre, de la définition...*

Béatrice Touchelay : Voilà. Du coup, c'est un éclatement de la nébuleuse calculatrice au profit de quelques gros cabinets comptables, anglo-saxons pour la plupart, un éclatement accompagné d'une nouvelle hiérarchisation du monde. N'oublions pas que le principe de cette normalisation nous vient des entreprises anglo-saxonnes, des États-Unis en particulier. C'est d'autant plus grave que, comme je vous le disais, le chiffre - et surtout son mode d'élaboration, ainsi que les usages qui l'accompagnent - contribuent à la construction d'une société, d'un collectif.

Et à partir du moment où les États n'ont plus du tout envie de mettre des moyens dans la production et le contrôle des indicateurs, le projet démocratique prend du plomb dans l'aile. Quand même, c'est gonflé, parce qu'il s'agit du contrôle des indicateurs publics. On a privatisé la Poste, je ne vois pas pourquoi on ne privatiserait pas les chiffres. Mais bon, c'est fort dommageable disons et d'autant plus que ça se fait dans l'indifférence générale. Alors, je ne dis pas que c'est la grande manipulation, mais il y a quand même une logique. On est en train de déconstruire toute une série de choses qui avaient mis des décennies à être mises au point.

J-L. M. : *Si on raisonne par analogie avec le mouvement de privatisation des entreprises publiques, depuis les années 1980, on peut constater qu'il y a une sorte de continuum quand même, quelle que soit l'étiquette politique des dirigeants au pouvoir et quels que soient les pays, étrangement, que ce soient des démocraties ou des dictatures, on a assisté partout à ce mouvement de privatisation. Or, si la décision est politique, la matérialisation de son action passe par ce que j'appelle le fait gestionnaire. Et dans ce sens, la privatisation du chiffre, de son mode de calcul et de ses usages constitue, avec d'autres dispositifs, de nouveaux moyens de contrôle social. Que ce soit dans l'entreprise pour contrôler le travail, ou en dehors de l'entreprise pour contrôler le marché ou bien encore, faire fonctionner l'administration publique selon le principe de la mise en concurrence généralisée. Vous parliez de consensus et bien précisément, le consensus a changé et ne concerne plus que les élites politiques et économiques. L'intérêt des démarches historiques, de l'histoire récente des dispositifs statistiques et comptables, c'est de montrer combien les consensus qui sont au fondement de nos sociétés sont fragiles, et leur élaboration facilement confisquée.*

Béatrice Touchelay : C'est bien le cas des 3 % de déficit public annuel imposé par les traités européens.

J-L. M. : *Voilà. Et donc, c'est peut-être ça aussi qui fait que les gens se désengagent des discussions sur les chiffres, puisqu'apparemment, il n'y a pas d'alternatives, que même quand ils affirment leur désaccord, leur avis ne pèse rien face aux certitudes des experts.*

Béatrice Touchelay : La démarche historique permet de reconstituer, pas à pas, la lente construction des consensus et celle des tensions. De plus, comme c'est une démarche scientifique, on peut la contester. Moi,

si quelqu'un va consulter les archives à Savigny et qu'il me montre que je me suis trompée, au contraire, je l'encourage. L'intérêt de l'histoire, c'est que c'est totalement ouvert au débat et qu'on ne va pas s'arracher la tête pour défendre une vérité qui ne l'est plus, qui ne le serait plus à partir du moment où vous apportez d'autres preuves. Et c'est pour ça que le dialogue pluridisciplinaire est très intéressant, parce que j'ai pu certainement affirmer des choses par méconnaissance du vocabulaire... Enfin, en général, je fais attention, mais bon... Il n'y a aucune vérité absolue en histoire. Par contre, à un certain niveau de montée en généralité, et si on se place à l'échelle des deux siècles précédents, l'étude historique montre qu'après des décennies de lente construction conflictuelle du chiffre-convention, on assiste, disons depuis une trentaine d'années à une déconstruction. Après avoir identifié le chemin tracé pour construire, on peut mettre en évidence la présence d'un virage depuis un moment.

J-L. M. : C'est un virage qui est typiquement français ?

Béatrice Touchelay : Je dirais qu'il est européen, et même mondial, sous un certain angle. Mais je ne dirais pas pour autant : « on ne peut rien faire ». L'histoire permet aussi de dégager des leçons pour l'action démocratique. Si, à une époque, le fait de disposer d'indicateurs macroéconomiques consensuels a pu accompagner un certain type de croissance, de dialogue social, objectiver l'expression de désaccords, on peut identifier le moment et le lieu à partir desquels les principes fondamentaux de cette démocratie sont menacés.